

vécues à titre de légiste et de conseiller parlementaire de la Chambre des communes. Au fait, je suis d'avis qu'en ce qui a trait aux événements qui se sont déroulés au Canada depuis les 25 dernières années, nul autre que M^e Ollivier ne saurait les décrire à la satisfaction et à l'avantage des générations futures.

[Traduction]

L'hon. Allan J. MacEachen (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, je vous remercie d'avoir signalé à la Chambre cet important événement et de nous donner l'occasion d'exprimer notre admiration à M. Ollivier qui a rendu depuis de nombreuses années de si grands services à la Chambre. Qu'il ait été en mesure de supporter les vicissitudes et les controverses de cet endroit pendant 40 ans et de conserver l'aspect d'un homme jeune, ce que pourrait lui envier d'autres, veut dire quelque chose. Je me joins à vous, monsieur l'Orateur, et aux représentants des autres partis pour remercier M. Ollivier de ses services et je souhaite qu'il continuera à maintenir ses contacts avec nous tous. Je formule en même temps de bons vœux à M. Maingot, le nouveau titulaire, en espérant qu'il sera encore ici dans 40 ans. Nous lui savons également gré de ses bons offices.

AFFAIRES COURANTES

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

RESSOURCES NATIONALES ET TRAVAUX PUBLICS

M. Leonard Hopkins (Renfrew-Nord): Monsieur l'Orateur, j'ai l'honneur de présenter le 1^{er} rapport du comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

M. J. B. Morison (Halton-Wentworth): J'ai l'honneur de présenter le 2^e rapport du comité permanent du développement régional.

[Note de l'éditeur: Le texte des rapports précités figure aux Procès-verbaux d'aujourd'hui.]

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

DÉPÔT D'ACCORDS INTERNATIONAUX CONCLUS PAR LE CANADA

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, j'ai déposé les textes anglais et français d'un certain nombre d'accords internationaux que le Canada a conclus au cours des 16 derniers mois.

[M. Rondeau.]

QUESTIONS ORALES

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'INDIFFÉRENCE À L'ÉGARD D'UNE CONFÉRENCE SUR LA RÉDUCTION DES TARIFS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. M. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Elle est dans la même ligne que celles que je lui ai posées l'autre jour à propos de la politique commerciale du Canada. Vu le peu d'intérêt manifesté hier par le premier ministre britannique, M. Heath, pour la convocation, à l'heure actuelle, d'une conférence internationale sur la réduction des tarifs, j'aimerais que le ministre nous dise si le gouvernement va simplement continuer à réclamer ce genre de consultation en dépit du manque d'intérêt des États-Unis, du Marché commun européen et de la Grande-Bretagne ou bien si, devant ces réticences, il envisage une approche différente?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je m'étonne que le chef de l'opposition ne sache pas qu'en Europe et aux États-Unis aussi on a exprimé les opinions que j'ai exposées l'autre jour en réponse à des questions. Le gouvernement canadien n'en a pas le monopole. Elles sont celles de bien des dirigeants politiques du monde entier. J'ai déjà dit que le directeur général du GATT préconise certaines de ces idées. Je tiens à dire que nous avons été les premiers à exprimer ces vues. Cependant, comme elles sont d'un intérêt mondial, il est tout à fait normal que d'autres les partagent.

L'hon. M. Stanfield: Devons-nous comprendre que le ministre n'envisage pas de modifier sa ligne de conduite, malgré le refus opposé à la démarche du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, si l'on peut l'appeler ainsi? Le ministre a parlé de pouvoir de négociation au sujet de ces questions, surtout de celles qui sont reliées au Marché commun. Quel est ce pouvoir de négociation? Comment entend-il en user?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. J'espère que la réponse du ministre sera brève. Il ne devrait pas, à mon avis, expliquer longuement ce qu'il a dit ou voulu dire. Je demanderais au ministre de bien vouloir coopérer avec la présidence en donnant une brève réponse à la question assez générale du chef de l'opposition.

L'hon. M. Pepin: De toute évidence, le Canada est une importante puissance commerciale, puisque ses exportations et ses importations atteignent les unes et les autres 17 milliards de dollars. Les importations représentent un marché auquel l'Europe, le Marché commun, le Royaume-Uni et d'autres pays ne sont certes pas indifférents. Cela a du poids lors de conférences ou de négociations internationales.

L'hon. M. Stanfield: Étant donné que, de toute évidence, le ministre et ses associés se contentent de gestes qui ne provoquent aucune réaction, le ministre consentirait-il à demander à son collègue, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, d'aller faire une tournée de conférences en Europe pour tâcher d'obtenir des résultats?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.